

DOSSIER DE PRESSE

**REUNION INFORMELLE
DES 27 CHEFS D'ÉTAT OU DE GOUVERNEMENT
DE L'UNION EUROPEENNE**



**Vendredi 16 septembre
Bratislava**

SOMMAIRE

Programme	3
Note de brief.....	4
Chefs de délégation	6
Le château de Bratislava	11
Annexes.....	12
<i>Déclaration conjointe avec Angela Merkel le 15 septembre 2016</i>	
<i>Déclaration des 27 pays de l'Union européenne du 27 juin 2016</i>	
<i>Déclaration du sommet des pays méditerranéens de l'Union européenne du 9 septembre 2016</i>	
<i>Discours sur l'Etat de l'Union 2016 de M. JUNCKER, Président de la Commission européenne</i>	
<i>La Slovaquie et l'Union européenne</i>	
<i>Biographies de M. FICO, Premier ministre de la République slovaque</i>	
<i>Biographie de M. KISKA, Président de la République slovaque</i>	

PROGRAMME

- 9h45 Arrivée et accueil du Président de la République par M. Robert FICO, Premier ministre de la République slovaque au Château de Bratislava.
- 10h00 -12h30 1^{ère} session de travail des chefs d'Etat et de gouvernement : discussion politique sur la situation en Europe.
- 13h30 Déjeuner de travail : discussion sur le fonctionnement de l'Union Européenne.
- 15h00 Visite du Danubiana.
- 16h00 - 18h00 2^{ème} session de travail des chefs d'Etat et de gouvernement : discussion sur les priorités pour l'Europe et définition d'une feuille de route.
- 18h30 Point de presse du Président de la République.

NOTE DE BRIEF

Le Président de la République se rendra à Bratislava, en République slovaque le vendredi 16 septembre pour la réunion informelle des 27 chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union européenne.

Ce Sommet à 27 avait été proposé par le Président au lendemain du référendum britannique en concertation avec la Chancelière MERKEL et le Président du Conseil italien M. RENZI, pour que l'Europe redéfinisse ses priorités, clarifie son fonctionnement et se donne une nouvelle impulsion. Depuis, le chef de l'Etat et la Chancelière ont engagé un travail politique intense multipliant ces derniers mois les consultations de haut-niveau avec tous les autres dirigeants européens.

A Bratislava, un accord sur les priorités politiques pour l'avenir et l'unité de l'Union européenne à 27 doit être posé, avec une feuille de route concrète pour les prochains mois. Le Sommet est organisé en 3 parties.

La première sera consacrée à une discussion politique sur l'état de l'Europe, un diagnostic sur la situation actuelle. La deuxième réunion de travail portera sur la définition des priorités et d'un agenda concret pour les prochains mois. Enfin, lors du déjeuner de travail, les dirigeants européens discuteront du fonctionnement de l'Union européenne (simplification et amélioration possibles). Le Président de la République rappellera également la nécessité pour tous les Etats membres de ratifier au plus vite l'accord de Paris sur le climat.

L'objectif de ce sommet est donc de décider des priorités et des actions communes pour l'Europe à 27 qui portent sur 3 sujets principaux :

1. **Sécurité intérieure et extérieure**

- Les chefs d'Etat et de gouvernement réaffirmeront une priorité commune sur la protection des frontières extérieures européennes, avec notamment le déploiement rapide de garde-frontières européen, un plan d'équipement des frontières extérieures de l'UE et le contrôle systématique des entrées et des sorties du territoire. C'est aussi la condition d'une politique migratoire maîtrisée.
- Sur le plan de la sécurité interne, il s'agira notamment de compléter le travail déjà engagé dans la lutte contre le terrorisme pour renforcer la coopération judiciaire, policière et de renseignement, et doter l'UE de tous les instruments nécessaires (Lettre de MM. Cazeneuve et De Maizière).
- Enfin, l'Europe doit être une force de paix et de stabilité. L'Europe de la défense devrait se renforcer avec d'une part des investissements pour les capacités militaires et l'industrie, avec des incitations européennes, en particulier un fonds européen et un programme de recherche ; et d'autre part des mécanismes de décision et de conduite des opérations extérieures avec la création à terme, d'un Etat-major européen permanent. A cet égard, les ministres de la Défense français et allemand ont sur ce sujet élaboré des propositions communes à la demande du Président et de la Chancelière.

- ### 2. **Croissance, emploi, investissement.**
- Une économie forte passe par des objectifs ambitieux d'investissements et la préservation du modèle social européen. La proposition du Président de la République présentée le 14 juillet dernier de doubler le plan Juncker, a été énoncée par M. Juncker le 14 septembre lors de son discours de l'Etat de l'Union. Il faut également favoriser le renforcement de l'économie avec des objectifs concrets notamment pour la numérisation, la transition énergétique et l'innovation.

Le Président de la République appellera à cette occasion les chefs d'Etat et de Gouvernement à accélérer les ratifications nationales de l'Accord de Paris sur le climat, de manière à ce que l'Union européenne puisse être partie à l'Accord au moment de son entrée en vigueur.

3. **Jeunesse.** L'enjeu de la jeunesse est fondamental pour l'avenir de l'Europe. Il s'agit en particulier de renforcer la Garantie jeunesse (proposée initialement par la France et l'Allemagne), d'amplifier la mobilité des jeunes et de renouveler les programmes d'échanges pour tous les jeunes de l'Union européenne, par exemple avec le renforcement du service civique européen.

Il s'agira donc d'obtenir un accord sur les priorités politiques et en même temps un agenda avec des mesures concrètes de manière à ce que dans les prochains mois, au Conseil européen d'octobre, au Conseil européen de décembre, lors d'un nouveau Sommet à 27 en début d'année, dans la perspective du 60^{ème} anniversaire du Traité de Rome en mars prochain, l'ensemble des décisions puissent être adoptées et mises en œuvre.

CHEFS DE DELEGATION

Allemagne



Angela MERKEL
Chancelière de la République fédérale d'Allemagne

Autriche



Christian KERN
Chancelier fédéral d'Autriche

Belgique



Charles MICHEL
Premier ministre

Bulgarie



Boyko BORISSOV
Premier ministre

Croatie



Tihomir ORESKOVIC
Premier ministre

Chypre



Nicos ANASTASIADES
Président de la République de Chypre

**Commission
européenne**



Jean-Claude JUNCKER
Président de la Commission européenne

Conseil européen



Donald TUSK
Président du Conseil européen

Conseil européen



Jeppe TRANHOLM-MIKKELSEN
Secrétaire général du Conseil de l'Union Européenne

Danemark



Lars Løkke RASMUSSEN
Premier ministre

Espagne



Mariano RAJOY BREY
Président du gouvernement du Royaume d'Espagne

Estonie



Taavi ROIVAS
Premier ministre

Finlande



Juha SIPILÄ
Premier ministre

France



François HOLLANDE
Président de la République

Grèce



Alexis TSIPRAS
Premier ministre

Hongrie



Viktor ORBAN
Premier ministre

Irlande



Enda KENNY
Premier ministre

Italie



Matteo RENZI
Président du Conseil des ministres

Lettonie



Māris KUCINSKIS
Premier ministre

Lituanie



Dalia GRYBAUSKAITE
Présidente de la République

Luxembourg



Xavier BETTEL
Premier ministre

Malte



Joseph MUSCAT
Premier ministre

Pays-Bas



Mark RUTTE
Premier ministre

Pologne



Beata SZYDŁO
Présidente du Conseil des ministres

Portugal



António COSTA
Premier ministre

**République
tchèque**



Bohuslav SOBOTKA
Premier ministre

Roumanie



Klaus Werner IOHANNIS
Président de la République

Slovaquie



Robert FICO
Premier ministre

Slovénie



Miro CERAR
Premier ministre

Suède



Stefan LOFVEN
Premier ministre

LE CHATEAU DE BRATISLAVA



Situé sur les hauteurs de la ville, à côté du Conseil national, le château de Bratislava domine le fleuve Danube.

Si sa construction commence au IX^{ème} siècle, c'est au cours du règne de Marie-Thérèse d'Autriche, reine de Hongrie au XVIII^{ème} siècle que le château de Bratislava connaît son âge d'or. Dévasté par un incendie le 28 mai 1811, le château reste ensuite à l'abandon pendant plus d'un siècle. Il est restauré dans les années 1950-1960 puis à nouveau dans les années 2000.

Il sert depuis aux fins de représentations de la République slovaque. Le château est également un musée et abrite les collections de l'Institut historique du musée national slovaque. Les quatre tours latérales sont considérées comme le symbole de la ville. Il est actuellement représenté sur les pièces slovaques de 10, 20 et 50 centimes d'euro.

Depuis le château, on dispose d'une excellente vue de Bratislava, de l'Autriche et si le temps le permet, de Vienne et de la Hongrie. Aujourd'hui, il fait partie des principaux sites touristiques de Bratislava.

ANNEXES

DECLARATION CONJOINTE

Entretien avec Angela Merkel, chancelière de la République fédérale d'Allemagne, à l'Élysée Jeudi 15 septembre 2016

Je suis très heureux d'accueillir Angela MERKEL, ici, à Paris, à la veille du sommet de Bratislava. Nous avons convenu, Angela MERKEL et moi-même, de préparer ce sommet dès lors qu'il prenait l'importance que l'on sait avec la décision britannique de quitter l'Union européenne.

Nous avons donc, la Chancelière et moi-même, multiplié les réunions. D'abord, nous avons associé Matteo RENZI et nous avons, ensemble, élaboré ce que pouvait être notre volonté de faire de Bratislava un sommet utile à l'Europe. Et nous avons aussi eu des entretiens avec l'ensemble des chefs d'Etat et de gouvernement des 27.

Nous avons aussi veillé à avoir, avec Donald TUSK et Jean-Claude JUNCKER, les meilleures relations, de façon à ce que nous puissions, ensemble, porter les mêmes priorités et fixer les mêmes enjeux.

Je crois que nous devons être lucides sur la situation que connaît l'Europe. Je l'ai souvent rappelé, ce n'est pas une crise de plus, cela peut être la crise de son existence, de ses fondements-mêmes, et c'est pourquoi nous devons avoir à l'esprit de donner aux Européens une claire vision de ce que sera l'avenir.

Ce que je veux, avec la Chancelière, c'est que nous regardions en face les raisons qui ont pu conduire le Royaume-Uni à quitter l'Union européenne, que nous soyons conscients des inquiétudes qui existent en Europe. C'est vrai, par rapport à la capacité qu'à l'Union pour protéger ses frontières, pour maîtriser l'immigration. C'est vrai aussi en raison des menaces que nous devons conjurer à l'extérieur de l'Europe. Vous savez le travail que nous menons avec la Chancelière sur l'Ukraine. Vous savez aussi ce que nous faisons en Syrie et en Irak, pour ce qui concerne la France, pour assurer une solution politique.

Bref, nous connaissons les défis. Nous savons les enjeux. Mais nous devons aussi souligner ce que représente l'Europe, ce qu'est l'Europe. C'est-à-dire des valeurs, un esprit et des atouts considérables. Je ne parle pas simplement de la force économique, je rappelle que l'Europe est la première puissance économique du monde. Mais je pense à notre mode de vie, à notre modèle social, à la force de nos industries, à notre culture, que nous partageons, et dont nous utilisons d'ailleurs notre diversité pour la rendre encore plus riche.

Voilà ce qu'est l'Europe, et elle doit être toujours un espoir pour les jeunes générations, de savoir comment nous pouvons être ensemble, en fonction de ce qu'a été l'Histoire, mais en fonction aussi des objectifs que nous pouvons nous assigner pour le destin du monde, et nous l'avons montré notamment ici, à Paris, pour l'accord sur le climat. Et je souhaite que l'Europe puisse le plus rapidement possible ratifier l'accord de Paris, parce que nous devons, là-aussi, être exemplaires.

Alors, nous avons reconnu que le sommet de Bratislava devait être concentré sur trois grandes priorités. La première priorité est la sécurité. Nous devons protéger les Européens, assurer la sécurité des frontières. Nous devons veiller à la sécurité aussi par rapport à des menaces qui viennent de

l'extérieur, la lutte contre le terrorisme. Nos deux ministres de l'Intérieur, français et allemand, ont produit un document qui a été utilisé ensuite par l'ensemble des pays membres de l'Union.

Et nous devons aussi protéger à travers une nouvelle impulsion pour l'Europe de la Défense. De nouvelles capacités de Défense, et aussi des forces qui puissent se projeter à l'extérieur de l'Europe. Je rappelle que l'Allemagne nous avait apporté sa solidarité, comme d'ailleurs l'ensemble des pays européens, après les attaques terroristes, pour que nous puissions être soulagés quant à notre présence dans telle ou telle partie du continent africain. Donc, la première priorité est de protéger.

La deuxième priorité est de préparer l'avenir. L'Europe doit représenter, sur les industries nouvelles, sur les technologies que nous savons être celles de l'avenir, sur la transition énergétique, sur ce que nous pouvons également faire dans le numérique, dans l'espace, un grand projet pour que nous puissions être plus forts ensemble et que l'emploi, la croissance, puissent en être les conséquences. Et, là-aussi, nous avons vu dans les déclarations de Jean-Claude JUNCKER, hier, toutes les conditions pour que nous puissions donner toute sa place, toute sa force et son ampleur au plan JUNCKER.

Puis, la troisième priorité est celle qui est peut-être la plus essentielle si nous voulons être un continent d'avenir : c'est d'être capable de porter des valeurs, un esprit, une culture, et que la jeunesse puisse en être la première bénéficiaire, mais aussi la première concernée. Nous avons, là, un programme que nous pourrions développer, sur la mobilité, sur les échanges, sur les universités, sur la recherche, tout ce qui peut donner à la culture européenne justement cette vision que nous devons partager avec le reste du monde et qui permet de lier les peuples plutôt que de les diviser.

Je termine pour dire que ce que nous voulons faire aujourd'hui, ce que nous voulons faire surtout demain, à Bratislava, c'est établir un Plan de Bratislava, qui comprendrait un agenda, c'est-à-dire un calendrier de travail, avec des étapes, et une feuille de route. C'est autour de cette idée de Plan de Bratislava, de feuille de route, d'agenda, que nous devons nous réunir, et c'est ce qui a justifié notre rencontre d'aujourd'hui. Je sais que pour Angela c'est toujours difficile de trouver un moment à la veille d'un grand sommet, mais le fait qu'elle soit là, comme je l'ai été à Berlin il y a quelques semaines, prouve la force et la qualité de nos relations, et aussi l'amitié entre la France et l'Allemagne.

DECLARATION
REUNION INFORMELLE A 27 A BRUXELLES
29 juin 2016

1. Nous, chefs d'État ou de gouvernement des 27 États membres, ainsi que les présidents du Conseil européen et de la Commission européenne, déplorons vivement le résultat du référendum au Royaume-Uni mais nous respectons la volonté exprimée par une majorité de la population du Royaume-Uni. Jusqu'à ce que le Royaume-Uni quitte l'UE, le droit de l'UE continue de s'appliquer à l'égard du Royaume-Uni et sur son territoire, pour ce qui concerne aussi bien les droits que les obligations.

2. Il est nécessaire d'organiser le retrait du Royaume-Uni de l'UE de manière ordonnée. L'article 50 du TUE constitue la base juridique de ce processus. Il appartient au gouvernement du Royaume-Uni de notifier au Conseil européen l'intention du Royaume-Uni de se retirer de l'Union. Cela devrait se faire aussi rapidement que possible. Il ne saurait y avoir de négociation d'aucune sorte tant que cette notification n'a pas eu lieu.

3. Une fois cette notification reçue, le Conseil européen adoptera des orientations pour les négociations à mener en vue d'un accord avec le Royaume-Uni. Dans le cadre du processus à venir, la Commission européenne et le Parlement européen joueront pleinement leur rôle conformément aux traités.

4. Nous espérons que, à l'avenir, le Royaume-Uni sera un partenaire proche de l'UE et nous attendons avec intérêt que le Royaume-Uni fasse part de ses intentions à cet égard. Tout accord qui sera conclu avec le Royaume-Uni comme pays tiers devra être équilibré en ce qui concerne les droits et les obligations. L'accès au marché unique passe obligatoirement par l'acceptation de chacune des quatre libertés.

5. Le résultat du référendum au Royaume-Uni crée une situation nouvelle pour l'Union européenne. Nous sommes déterminés à rester unis et à œuvrer dans le cadre de l'UE pour relever les défis du XXI^e siècle et trouver des solutions dans l'intérêt de nos nations et de nos populations. Nous nous tenons prêts à faire face à toute difficulté susceptible de découler de la situation actuelle.

6. L'Union européenne constitue une réalisation historique en termes de paix, de prospérité et de sécurité sur le continent européen, et elle reste notre cadre commun. Dans le même temps, de nombreuses personnes font part de leur mécontentement à l'égard de la situation actuelle, aussi bien au niveau européen qu'au niveau national. Les Européens attendent davantage de nous pour ce qui est d'assurer la sécurité, de générer des emplois et de la croissance et de donner l'espoir d'un avenir meilleur. Nous devons répondre à cette attente, d'une façon qui nous unit, en particulier dans l'intérêt des jeunes.

7. C'est pourquoi nous engageons aujourd'hui une réflexion politique afin de donner une impulsion à la poursuite des réformes, conformément à notre programme stratégique, et au développement de l'UE à 27 États membres. Il faut pour cela que les chefs d'État ou de gouvernement fassent preuve de leadership. Nous reviendrons sur cette question lors d'une réunion informelle en septembre, à Bratislava.

DECLARATION D'ATHENES
PREMIER SOMMET DES PAYS MEDITERRANEENS DE L'UE
9 septembre 2016

Nous, Chefs d'Etat et de gouvernement de la République de Chypre, de la France, de la Grèce, de l'Italie, de Malte, du Portugal et d'Espagne, nous sommes réunis à Athènes afin de renforcer notre coopération et de contribuer au dialogue sur l'avenir de l'UE.

Nous exprimons notre profond attachement à l'unité européenne et notre ferme conviction qu'en agissant ensemble, nos pays sont plus forts et les citoyens européens mieux à même d'être maîtres de leur destin.

Nous respectons le souhait du peuple britannique exprimé dans le récent référendum. La notification par le Royaume-Uni de sa décision de sortir de l'UE devrait être faite dès que possible. A l'avenir, nous espérons que le Royaume-Uni sera un partenaire proche de l'UE.

Nous sommes convaincus que l'Union européenne a besoin d'une nouvelle impulsion afin de relever les défis communs auxquels sont confrontés les Etats membres, en défendant ses valeurs de liberté, de démocratie et d'Etat de droit, comme de tolérance et de solidarité.

Cette vision pour l'Europe doit s'appuyer sur des mesures concrètes qui contribueront à la sécurité des citoyens européens et amélioreront leur vie, consolideront le rôle mondial et régional de celle-ci, amélioreront le fonctionnement des institutions européennes et assureront leur responsabilité démocratique. La culture et l'éducation devraient être au cœur des actions de l'Europe, dans ce cadre.

Nous sommes également fermement convaincus qu'il est dans l'intérêt de l'Europe dans son ensemble que notre projet européen commun soit fondé sur une vision de la Méditerranée en tant que région de paix, de stabilité et de prospérité.

Nous estimons que le sommet informel de Bratislava le 16 septembre doit jeter les bases politiques de cette nouvelle vision et définir les grandes priorités pour l'avenir ainsi qu'un programme d'action avec des mesures concrètes à adopter.

Dans ce cadre, nos pays, membres de l'espace Schengen et de la zone euro, proposent les priorités et mesures suivantes :

1. Garantir la sécurité intérieure et extérieure de l'Europe

L'UE doit renforcer sa capacité à garantir la sécurité de ses citoyens et de son territoire, se montrer à la hauteur de la responsabilité qui est la sienne de répondre aux crises et agir en faveur de la paix et de la stabilité dans sa région et dans le monde, en soutien de la Politique de sécurité et de défense commune et dans le respect avec la Charte des Nations-Unies. A cette fin, nous devons renforcer notre coopération et nos moyens communs en matière de sécurité et de défense, dans un esprit de solidarité. Le respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale ainsi que l'inviolabilité des frontières doivent rester des principes fondamentaux pour l'UE.

A cet égard, nous appuyons le processus de négociations en cours en vue d'un règlement juste, viable et global de la question chypriote, sans garanties, sur la base des décisions pertinentes du Conseil de sécurité des Nations Unies et du statut de Chypre en tant qu'Etat membre de l'UE.

En particulier, l'UE devrait:

- assurer la protection de ses frontières extérieures grâce à des contrôles systématiques et aux équipements et technologies nécessaires, à l'interconnexion des bases de données pertinentes et à la mise en place effective d'un corps européen de garde-frontières et de garde-côtes d'ici à la fin de l'année ;
- renforcer résolument sa coopération dans la lutte contre le terrorisme, en fournissant les outils nécessaires, plus spécialement en matière de police et de justice, et en développant des coopérations pour lutter contre le phénomène de radicalisation, y compris à travers la promotion d'initiatives concrètes permettant les investissements dans la régénération, l'aménagement et des politiques adéquates pour les périphéries des villes européennes. L'échange de renseignements doit être amélioré, notamment en créant une plateforme dédiée pour l'échange en temps réel et multilatéral. Nous renforcerons également la coopération avec les partenaires méditerranéens ;
- redynamiser sa politique étrangère et de sécurité commune en ligne avec la stratégie globale pour l'orientation stratégique et multiplier les initiatives diplomatiques pour la résolution des conflits et la gestion des crises, en prenant en compte également le retour d'expérience ;
- renforcer les capacités militaires et l'industrie de la défense européennes afin de parvenir à l'autonomie stratégique, notamment grâce à un programme européen de recherche et un fonds pour la sécurité et la défense ; mettre progressivement en place une capacité européenne de planification et de conduite pour les missions et opérations européennes dans le cadre de la PSDC. Il convient d'exploiter pleinement le potentiel du Traité de Lisbonne.

2. Renforcer la coopération en Méditerranée et avec les pays africains

Nos partenariats avec les pays méditerranéens et africains sont indispensables à notre sécurité, notre stabilité et notre prospérité communes.

L'UE devrait :

- accroître toutes ses coopération et ses financements en vue d'appuyer les efforts de nos partenaires pour assurer leur propre sécurité, lutter contre l'immigration irrégulière et promouvoir leur développement économique ;
- en particulier, renforcer la dimension extérieure de la politique migratoire de l'UE et l'intégrer à l'action extérieure et de développements menée par l'UE. Sur cette base, et compte tenu du Plan d'action de La Valette et d'autres dispositifs existants, les efforts visant à mettre en œuvre le cadre de partenariat sur les migrations et à conclure des pactes avec les pays d'origine et de transit doivent être renforcés et bénéficier d'un financement suffisant.
- renforcer l'action diplomatique en vue de régler les crises et de contribuer à la paix et la stabilité dans son voisinage.

3. Promouvoir la croissance et l'investissement en Europe

L'Europe doit tenir sa promesse de prospérité et de justice sociale. Il nous faut davantage de croissance et d'investissements pour surmonter la crise économique, créer des emplois, protéger notre modèle social et préparer l'avenir de nos économies. Nous sommes résolus à préserver l'acquis social européen et à promouvoir la cohésion sociale et la convergence.

Nous réaffirmons notre engagement en faveur du processus d'intégration européenne et du développement durable de l'Europe sur la base d'une croissance économique équilibrée, de la stabilité des prix et d'une économie sociale de marché hautement compétitive, visant à assurer le plein emploi et le progrès social.

En particulier, l'UE devrait :

- encourager l'investissement en doublant la capacité de financement du Fonds européen pour les investissements stratégiques (« Plan Juncker »), en mettant l'accent sur des priorités essentielles telles que l'économie numérique, des projets à faible intensité de carbone en matière d'énergie et de transports, les infrastructures ainsi que la recherche et la formation.
- La question des blocages, lorsqu'ils existent, devra être réglée afin de promouvoir l'investissement et de favoriser la croissance économique pour tous les citoyens.
- Ces mesures devraient être complétées par des politiques européennes soutenant les financements et les investissements, notamment l'achèvement de l'Union bancaire et des incitations à l'investissement au niveau national, de même que des politiques et règlements concernant le marché unique numérique, l'Union de l'énergie et une stratégie industrielle.
- promouvoir l'emploi et améliorer les conditions de vie et de travail. A cette fin, nous devons poursuivre résolument les réformes structurelles orientées vers la croissance afin de renforcer la compétitivité européenne ;
- Par ailleurs, les projets d'investissement dans les pays ayant les taux de chômage les plus élevés et les projets transfrontaliers représentant un intérêt commun européen et favorisant l'innovation et l'intégration du marché devraient être promus.
- renforcer encore les actions de lutte contre l'évasion fiscale, la planification fiscale agressive ainsi que le dumping fiscal ;
- lutter contre le dumping social en s'attaquant aux questions liées à la fraude, aux abus et au détournement des règles

De nouvelles mesures doivent être prises pour améliorer la croissance, la convergence et la stabilité dans la zone euro.

Le processus de ratification de l'Accord de Paris dans le cadre de la COP 21 par l'UE et ses Etats membres doit être accéléré afin qu'ils puissent devenir parties à cet accord dès son entrée en vigueur.

4. Renforcer les programmes destinés à la jeunesse

Nous avons besoin d'initiatives plus ambitieuses au niveau européen afin de faciliter la mobilité ainsi que l'accès des jeunes à la formation et à l'emploi. L'Europe devrait notamment étendre et amplifier l'Initiative pour l'emploi des jeunes et élargir le programme Erasmus.

5. Répondre au défi des migrations

La protection efficace des frontières extérieures de l'UE et la gestion ordonnée de la politique en matière d'asile et de migrations constituent des défis majeurs pour l'avenir de l'Europe. Le racisme et la xénophobie ne peuvent pas être tolérés.

Une politique globale en matière de migratoire devrait prévoir les mesures suivantes :

- rendre le dispositif d'asile européen plus efficace et plus convergent, en révisant le système de Dublin sur la base des principes de responsabilité et de solidarité, en particulier vis-à-vis des Etats situés en première ligne ;
- redoubler les efforts pour détacher des personnels auprès de FRONTEX et d'EASO ainsi que pour appuyer les régimes d'asile des Etats situés en première ligne ; mettre en œuvre les conclusions du Conseil européen relatives à la nécessité d'accélérer les relocalisations ; de continuer la mise en œuvre de l'accord UE-Turquie afin de continuer à prévenir des pertes humaines tragiques et les flux migratoires en Mer Egée ;
- développer notre politique migratoire en luttant contre les migrations irrégulières, en mettant en place des dispositifs solides de réadmission et de retour, en progressant vers des possibilités de migration et de mobilité légales et en s'attaquant aux causes profondes des migrations illicites.

Nous soutenons la stabilité à la tête de toutes les Institutions européennes.

Nous sommes convenus de poursuivre nos échanges sur les priorités pour l'avenir de l'Europe et sur la coopération en Méditerranée.

Le 2ème Sommet des pays méditerranéens se tiendra au Portugal.

COMMISSION EUROPEENNE – DISCOURS DE JEAN-CLAUDE JUNCKER

[Seul le texte prononcé fait foi]

Discours sur l'état de l'Union 2016:

Vers une Europe meilleure - Une Europe qui protège, donne les moyens d'agir et défend

Strasbourg, le 14 septembre 2016

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les membres du Parlement européen,

Il y a un an, je me trouvais ici devant vous, et je vous disais que l'état de notre Union n'était pas bon. Je vous disais qu'il n'y avait pas assez d'Europe dans cette Union. Et pas assez d'Union dans cette Union.

Aujourd'hui, je ne viens pas me présenter devant vous pour vous dire que dorénavant tout va bien.

Non, ce n'est pas le cas.

Soyons tous très honnêtes dans notre diagnostic.

Notre Union européenne traverse, du moins en partie, une crise existentielle.

Pendant l'été, j'ai écouté attentivement des membres de ce Parlement, des représentants des gouvernements nationaux, de nombreux parlementaires nationaux et des citoyens européens, qui m'ont fait part de leur sentiment.

J'ai été le témoin de plusieurs décennies d'intégration européenne. Il y a eu bon nombre de moments forts. Il y a eu aussi beaucoup de moments difficiles, et des moments de crise.

Mais, jamais encore, je n'avais vu un terrain d'entente aussi réduit entre nos États membres. Un nombre aussi réduit de domaines dans lesquels ils acceptent de travailler ensemble.

Jamais encore, je n'avais entendu autant de dirigeants ne parler que de leurs problèmes nationaux, et ne citer l'Europe qu'en passant, pour autant qu'ils la citent.

Jamais encore, je n'avais vu des représentants des institutions de l'Union fixer des priorités aussi différentes, parfois en opposition directe avec les gouvernements et les parlements nationaux. C'est comme s'il n'y avait quasiment plus de point de rencontre entre l'Union et ses capitales nationales.

Jamais encore, je n'avais vu des gouvernements nationaux aussi affaiblis par les forces populistes et paralysés par le risque de perdre les prochaines élections.

Jamais encore, je n'avais vu une telle fragmentation, et aussi peu de convergence dans notre Union.

Nous avons maintenant un choix très important à faire.

Cédons-nous à un sentiment bien naturel de frustration? Nous permettons-nous de sombrer dans une dépression collective? Voulons-nous laisser notre Union se décomposer sous nos yeux?

Ou bien pensons-nous qu'il est temps de nous reprendre, de remonter nos manches et de doubler, voire tripler, nos efforts? N'est-ce pas maintenant que l'Europe a besoin de dirigeants plus déterminés que jamais, plutôt que de politiciens qui abandonnent le navire?

Nos premières réflexions sur l'état de l'Union doivent être posées avec réalisme et avec une grande honnêteté.

Premièrement, nous devons admettre qu'il y a beaucoup de problèmes non résolus en Europe. Cela ne peut faire aucun doute.

A commencer par le chômage élevé et les profondes inégalités sociales, l'amoncellement des dettes publiques et l'énorme défi de l'intégration des réfugiés jusqu'aux menaces bien réelles pour notre sécurité intérieure et extérieure; chaque État membre de l'Union est en proie aux crises incessantes de notre temps.

Nous faisons même face à la triste perspective de voir un membre quitter nos rangs.

Deuxièmement, nous devons être conscients que le monde entier nous regarde.

Je rentre tout juste du sommet du G20 en Chine. L'Europe occupe 7 sièges à la table de cet important forum mondial. Malgré la taille de notre représentation, les questions étaient bien plus nombreuses que les réponses communes que nous avions à offrir.

L'Europe sera-t-elle encore capable de conclure des accords commerciaux et de proposer au monde des normes économiques, sociales et environnementales?

L'économie de l'Europe connaîtra-t-elle enfin une reprise, ou restera-t-elle engluée dans une croissance faible et une inflation basse pendant la prochaine décennie?

L'Europe restera-t-elle à la pointe du combat en faveur des droits humains et des valeurs fondamentales?

L'Europe parlera-t-elle d'une seule voix quand l'intégrité territoriale d'un pays sera menacée, en violation du droit

international?

Où l'Europe disparaîtra-t-elle de la scène internationale en laissant à d'autres le soin de façonner le monde?

Je sais que dans cette assemblée, vous n'aimeriez que trop donner des réponses claires à ces questions. Mais nos paroles doivent être suivies par une action commune. Sans cela, elles resteront ce qu'elles sont: rien que des mots. Et avec de simples mots, on ne peut pas peser sur les affaires internationales.

Troisièmement, nous devons admettre que nous ne pourrions pas résoudre tous nos problèmes avec un discours de plus. Ni avec un sommet de plus.

Nous ne sommes pas les Etats-Unis d'Amérique, où le président prononce son discours sur l'état de l'Union devant les deux chambres du Congrès, pendant que des millions de citoyens écoutent attentivement chacun de ses mots, en direct à la télévision.

En comparaison, ce moment de l'état de l'Union ici en Europe montre très clairement la nature incomplète de notre Union. Aujourd'hui, je m'adresse au Parlement européen. Et ensuite, vendredi, je rencontrerai les dirigeants nationaux à Bratislava.

Mon discours ne se mesure pas uniquement à l'aune de vos applaudissements, ignorant ce que les dirigeants nationaux diront vendredi. Je ne peux pas non plus aller à Bratislava avec un message autre que celui que je vous apporte aujourd'hui. Je dois tenir compte des deux niveaux de démocratie de notre Union, qui sont d'importance égale.

Nous ne sommes pas les États-Unis d'Europe. Notre Union européenne est beaucoup plus complexe. Ignorer cette complexité serait une erreur, et nous conduirait à adopter les mauvaises solutions.

L'Europe ne peut fonctionner que si les discours défendant notre projet commun sont tenus, non seulement devant cette honorable assemblée, mais aussi devant les parlements de tous nos États membres.

L'Europe ne peut fonctionner que si nous travaillons tous en faveur de ce qui nous unit et nous rapproche, en laissant de côté les conflits de compétences et les rivalités entre institutions. Alors seulement, l'Europe sera plus que la somme de ses parties. Alors seulement, l'Europe pourra être plus forte et meilleure qu'elle ne l'est aujourd'hui. Alors seulement, les dirigeants des institutions de l'Union et les gouvernements nationaux pourront redonner confiance aux citoyens européens dans notre projet commun.

Car les Européens sont fatigués des disputes, des querelles et des chamailleries sans fin.

Les Européens veulent des solutions concrètes aux problèmes très pertinents auxquels notre Union fait face. Et ils attendent mieux que des promesses, des résolutions et des conclusions de sommets. Ils en ont trop vu et trop entendu.

Les Européens veulent des décisions communes qui soient appliquées rapidement et efficacement.

Oui, il nous faut une vision à long terme. Et la Commission dessinera cette vision pour l'avenir dans un Livre blanc qu'elle publiera en mars 2017, à l'occasion du 60^{ème} anniversaire des traités de Rome. Nous y examinerons les moyens de renforcer et de réformer notre Union économique et monétaire. Et nous tiendrons également compte des défis politiques et démocratiques que notre Union à 27 devra relever dans le futur. Et, bien entendu, le Parlement européen sera étroitement associé au processus, de même que les parlements nationaux.

Mais le simple fait d'avoir une vision ne suffira pas. Ce dont nos citoyens ont bien plus besoin, c'est que quelqu'un gouverne. Que quelqu'un réponde aux défis de notre temps.

L'Europe est comme une corde composée de multiples fils – elle ne fonctionne que lorsque nous tirons tous dans la même direction: institutions de l'UE, gouvernements nationaux et parlement nationaux, ensemble. Et nous devons montrer à nouveau que c'est possible, dans un certain nombre de domaines où le besoin de solutions communes est le plus pressant.

Je propose donc un programme positif d'actions européennes concrètes, à réaliser dans les douze prochains mois.

Parce que je crois que ces douze prochains mois seront décisifs, si nous voulons ressouder notre Union. Si nous voulons surmonter les tragiques divisions qui sont apparues entre l'Est et l'Ouest au cours des derniers mois. Si nous voulons montrer que nous pouvons agir rapidement et résolument quand cela compte vraiment. Si nous voulons montrer au monde que l'Europe est encore une force capable d'une action commune.

Nous devons nous mettre au travail.

J'ai envoyé ce matin au Président Schulz et au Premier ministre Fico une lettre contenant ce même message.

Les douze prochains mois seront cruciaux pour construire une Europe meilleure:

une Europe qui **protège**;

une Europe qui **préserve notre mode de vie européen**;

une Europe qui **donne le pouvoir** à nos citoyens;

une Europe qui **défend**, à l'intérieur comme à l'extérieur; et

une Europe qui **prend ses responsabilités**

UNE EUROPE QUI PRÉSERVE NOTRE MODE DE VIE

Je suis convaincu que le mode de vie européen est une chose qui vaut la peine d'être préservée.

J'ai l'impression que beaucoup ont oublié ce que cela signifie d'être européen.

Ce que cela signifie de faire partie de cette **Union d'Européens** – ce que le fermier de Lituanie a en commun avec la mère célibataire de Zagreb, l'infirmière maltaise ou l'étudiant de Maastricht.

Il faut se rappeler pourquoi les nations d'Europe ont choisi de travailler ensemble.

Il faut se rappeler pourquoi la foule a fêté la solidarité dans les rues de Varsovie le 1^{er} mai 2004.

Il faut se rappeler pourquoi le drapeau européen a flotté fièrement sur la Puerta del Sol le 1^{er} janvier 1986.

Il faut se rappeler que l'Europe est un moteur qui peut contribuer à l'unification de Chypre – entreprise pour laquelle les deux dirigeants chypriotes ont tout mon soutien.

Surtout, l'Europe est synonyme de **paix**. Ce n'est pas une coïncidence si la plus longue période de paix de l'Histoire en Europe a commencé avec la formation des Communautés européennes.

70 ans de paix ininterrompue en Europe. Dans un monde où l'on dénombre 40 conflits armés actifs, qui chaque année coûtent la vie à 170 000 personnes.

Bien sûr, nous ne sommes pas toujours d'accord. Oui, des sujets de controverse nous opposent souvent. Et parfois, nous nous affrontons. Mais nous nous affrontons avec des mots. Et nous réglons nos conflits autour d'une table, pas dans des tranchées.

Une partie intégrante de notre mode de vie européen est constituée de nos **valeurs**.

Les valeurs de liberté, de démocratie, l'état de droit. Les valeurs défendues des siècles durant sur les champs de bataille et sur des tribunes improvisées.

Nous, Européens, nous ne pourrions jamais accepter que des travailleurs polonais soient harcelés, roués de coups ou même assassinés dans les rues d'Harlow. **La libre circulation des travailleurs** fait tout autant partie de nos valeurs européennes communes que **la lutte contre la discrimination et le racisme**.

Nous, Européens, nous sommes **fermement opposés à la peine de mort**. Car nous croyons dans la valeur de la vie humaine et nous la respectons.

Nous, Européens, nous croyons aussi dans **l'indépendance et l'efficacité des systèmes judiciaires**. Des tribunaux indépendants sont un contrepoids au pouvoir des gouvernements, des entreprises et des personnes. Des systèmes judiciaires efficaces soutiennent la croissance économique et défendent les droits fondamentaux. C'est la raison pour laquelle l'Europe promeut et défend l'état de droit.

Être européen, c'est aussi être ouvert et faire du commerce **avec ses voisins**, au lieu de leur faire la guerre. C'est faire partie du plus grand bloc commercial au monde, avec des accords commerciaux conclus ou en cours de négociation avec plus de 140 partenaires dans le monde.

Le commerce est synonyme d'emplois – chaque milliard d'euros d'exportations représente 14 000 emplois supplémentaires créés dans l'UE. Et plus de 30 millions d'emplois, soit 1 emploi sur 7 dans l'UE, dépendent maintenant de nos exportations vers le reste du monde.

C'est pourquoi l'Europe s'efforce d'obtenir l'ouverture des marchés avec le Canada – l'un de nos plus proches partenaires, qui partage aussi nos intérêts, nos valeurs, notre respect de l'état de droit et notre conception de la diversité culturelle. L'accord commercial entre l'UE et le Canada est le meilleur accord, et le plus progressiste, jamais négocié par l'UE. Et je travaillerai avec vous, et avec tous les États membres, pour que cet accord soit ratifié le plus rapidement possible.

Être européen, c'est avoir le droit de voir ses **données à caractère personnel protégées** par une législation forte, une législation européenne. Car les Européens n'aiment pas que des drones planent au-dessus de leur tête pour enregistrer leur moindre geste, ni que des entreprises consignent chacun de leurs clics de souris. C'est pourquoi le Parlement, le Conseil et la Commission se sont entendus en mai dernier sur un règlement européen commun sur la protection des données. Cette législation européenne stricte s'applique aux entreprises, où qu'elles se trouvent, à chaque fois qu'elles traitent nos données. Car en Europe, la vie privée n'est pas un vain mot. C'est une question de dignité humaine.

Être européen, c'est aussi être soumis à **des règles équitables**.

Cela signifie que les travailleurs doivent recevoir **le même salaire pour le même travail au même endroit**. C'est une question de justice sociale. Et c'est pourquoi la Commission soutient la proposition de directive sur le détachement des travailleurs. Le marché intérieur n'est pas un endroit où les travailleurs d'Europe de l'Est peuvent être exploités ou soumis à des normes sociales moins strictes. **L'Europe n'est pas le Far West, c'est une économie sociale de marché**.

Des règles équitables, cela veut aussi dire qu'en Europe, les **consommateurs sont protégés des ententes entre grandes entreprises et de leurs pratiques abusives**. Et que **chaque entreprise, quelle que soit sa taille, doit payer des impôts là où elle fait des bénéfices**. Cela s'applique aussi à des géants comme Apple, et ce, même si leur valeur boursière dépasse le PIB de 165 pays dans le monde. En Europe, nous n'acceptons pas que de puissantes sociétés obtiennent secrètement des accords illégaux sur leurs impôts.

Le niveau d'imposition d'un pays comme l'Irlande n'est pas en question ici. L'Irlande a le droit souverain de fixer comme elle l'entend son niveau d'imposition. Mais il n'est pas juste qu'une entreprise puisse se soustraire à un impôt dont le produit aurait pu bénéficier à des familles, à des entreprises, à des écoles et à des hôpitaux irlandais. **La Commission est garante de cette équité. C'est l'aspect social du droit de la concurrence. Et c'est ce que défend l'Europe**.

Être européen, cela correspond aussi, dans un environnement de plus en plus mondialisé, à une culture de **protection de nos travailleurs et de nos industries**. Citons le cas des milliers de personnes qui risquent de perdre leur emploi à Gosselies, en Belgique – c'est grâce à la législation européenne que l'entreprise en question va maintenant devoir s'engager dans un véritable dialogue social. Et les travailleurs comme les autorités locales peuvent compter sur la solidarité européenne et le soutien des fonds de l'Union européenne.

Être européen, cela signifie également défendre notre **industrie sidérurgique**. Nous avons déjà pris 37 mesures antidumping et antisubventions pour protéger notre sidérurgie de la concurrence déloyale. Mais nous devons faire plus, car la surproduction dans certaines parties du monde est en train d'évincer les producteurs européens. C'est pourquoi je me suis rendu deux fois en Chine cette année en vue de régler ce problème de surcapacité. C'est aussi la raison pour laquelle la

Commission a proposé de modifier la règle du droit moindre. Les États-Unis imposent à l'acier chinois un droit à l'importation de 265 %, tandis qu'ici, en Europe, certains gouvernements ont insisté pendant des années pour que nous abaissions les droits sur cette marchandise. J'en appelle à tous les États membres et à ce Parlement pour qu'ils soutiennent la Commission dans le renforcement de nos instruments de défense commerciale. **Nous ne devons pas être des partisans naïfs du libre-échange, mais être capables de réagir au dumping avec la même fermeté que les États-Unis.**

Un élément essentiel de notre mode de vie européen, que je tiens à préserver, est notre **secteur agricole**. La Commission sera toujours présente aux côtés de nos agriculteurs, surtout lorsqu'ils traversent des moments difficiles comme c'est actuellement le cas. L'an dernier, le secteur laitier a été frappé par l'embargo imposé par la Russie. La Commission a donc mobilisé 1 milliard d'euros au profit des producteurs laitiers, afin de les aider à se redresser. Car je n'accepterai pas que le lait soit moins cher que l'eau.

Être européen, pour la plupart d'entre nous, c'est aussi d'avoir **l'euro**. Pendant la crise financière mondiale, l'euro est resté fort et nous a protégés d'une instabilité plus grande encore. L'euro est l'une des principales monnaies internationales et apporte des avantages économiques énormes, quoique souvent invisibles. Les pays de la zone euro ont ainsi économisé 50 milliards d'euros cette année en paiements d'intérêts, grâce à la politique monétaire de la Banque centrale européenne. 50 milliards d'euros supplémentaires, que nos ministres des finances peuvent et sont censés investir dans l'économie.

Le président de la BCE, Mario Draghi, veille à la stabilité de notre monnaie. Et il contribue davantage à l'emploi et à la croissance que beaucoup de nos États membres.

Oui, nous, Européens, nous avons souffert d'une crise financière et de la dette historique. Mais la vérité est que les déficits publics, qui en 2009 se chiffraient à 6,3 % en moyenne dans la zone euro, sont aujourd'hui inférieurs à 2 %.

Sur les trois dernières années, près de 8 millions de personnes supplémentaires ont trouvé un emploi. Un million d'entre elles rien qu'en Espagne, un pays qui continue de se relever de la crise à un rythme impressionnant.

Je souhaiterais que tout cela soit rappelé plus souvent – partout en Europe où des politiciens élus prennent la parole.

Parce que dans notre Union incomplète, il n'est pas d'autorité européenne qui puisse se substituer aux autorités nationales.

Les nations européennes doivent défendre les arguments en faveur de l'unité. Nul ne peut le faire à leur place.

Elles en sont capables.

Nous pouvons être unis en dépit de notre diversité.

Les grandes nations démocratiques d'Europe ne doivent pas ployer sous le vent du populisme.

L'Europe ne doit pas se laisser impressionner par le terrorisme. Non.

Et les États membres doivent construire une Europe qui protège. Et nous, les institutions européennes, nous devons les aider à tenir cette promesse.

UNE EUROPE QUI DONNE LES MOYENS D'AGIR

L'Union européenne devrait non seulement préserver notre mode de vie européen mais aussi donner les moyens d'agir à ceux qui le vivent.

Nous devons travailler pour une Europe qui donne les moyens d'agir à ses citoyens et à son économie. Et aujourd'hui, citoyens et économie sont entrés dans l'ère du **numérique**.

Les technologies numériques et les communications numériques sont présentes dans les moindres aspects de notre vie.

Tout ce dont nous avons besoin, c'est d'un accès à l'Internet haut débit. Nous avons besoin d'être connectés. Notre économie en a besoin. Tout le monde en a besoin.

Et nous devons investir dans cette connectivité maintenant.

C'est pourquoi la Commission propose aujourd'hui de réformer les marchés des télécommunications européens. **Nous voulons créer un nouveau cadre juridique qui attire et qui permette les investissements dans la connectivité.**

Les entreprises devraient pouvoir planifier leurs investissements en Europe sur les 20 prochaines années. Parce que si nous investissons dans de nouveaux réseaux et services, ce sont au moins 1,3 million de nouveaux emplois qui seront créés au cours de la prochaine décennie.

La connectivité devrait profiter à chacun.

C'est pourquoi, aujourd'hui, la Commission propose de déployer pleinement la 5G, la cinquième génération de systèmes de communication mobile, dans toute l'Union européenne d'ici à 2025. Cela peut générer deux millions d'emplois supplémentaires dans l'UE.

Puisque la connectivité doit profiter à tous, alors peu importe le lieu de résidence ou le niveau de salaire.

Nous proposons dès lors aujourd'hui d'équiper chaque village et chaque ville d'Europe d'un **accès internet sans fil gratuit** autour des principaux centres de la vie publique d'ici à 2020.

À l'heure du tout numérique, nous devons également **donner les moyens d'agir à nos artistes et à nos créateurs et protéger leurs œuvres**. Les artistes et les créateurs sont les joyaux de l'Europe. La création de contenu n'est pas un passe-temps. C'est un métier. Et elle fait partie de notre culture européenne.

Je veux que journalistes, éditeurs et auteurs soient rémunérés équitablement pour leur travail, peu importe que celui-ci soit réalisé dans un studio ou dans un salon, diffusé hors ligne ou en ligne, publié via un photocopieur ou relié à un hyperlien sur Internet.

C'est précisément ce que permet la **refonte des règles européennes du droit d'auteur** que nous proposons aujourd'hui.

Donner les moyens à notre économie, cela veut dire investir dans la connectivité, mais aussi dans la création d'emplois.

C'est pourquoi l'Europe doit investir résolument dans sa jeunesse, dans ses demandeurs d'emploi et dans ses start-up.

Le **plan d'investissement pour l'Europe** de 315 milliards d'euros, dont nous sommes convenus ensemble, ici même, il y a tout juste douze mois, a déjà mobilisé 116 milliards d'euros d'investissements, depuis la Lettonie jusqu'au Luxembourg, dans sa première année d'application.

Plus de 200 000 petites entreprises et start-up dans toute l'Europe ont obtenu un prêt. Et plus de 100 000 personnes ont bénéficié d'un nouvel emploi. Et ce, grâce au nouveau Fonds européen pour les investissements stratégiques que j'ai proposé, que ma Commission a élaboré, et que vous ici, au Parlement européen, avez soutenu et adopté en un temps record.

Et nous irons maintenant encore plus loin. Aujourd'hui, nous proposons de **doubler la durée** du Fonds et de **doubler sa capacité financière**.

Avec votre soutien, nous veillerons à ce que notre Fonds européen d'investissement fournisse un financement **total d'au moins 500 milliards d'euros d'ici à 2020**. Et nous irons au-delà de cet objectif pour atteindre 630 milliards d'euros d'ici à 2022. Bien sûr, avec le concours des États membres, nous pourrions y arriver encore plus vite.

En plus des efforts déployés pour attirer l'investissement privé, nous devons également créer l'environnement propice à cet investissement.

Les banques européennes sont en bien meilleure forme qu'il y a deux ans, grâce à nos efforts conjoints européens. Et l'Europe a besoin de ses banques. Mais une économie presque totalement dépendante du crédit bancaire est mauvaise pour la stabilité financière. C'est également mauvais pour les entreprises, comme nous l'avons vu pendant la crise financière. C'est pourquoi il est maintenant urgent d'accélérer nos travaux concernant l'**Union des marchés des capitaux**. La Commission vous présente aujourd'hui une feuille de route concrète en ce sens.

Une Union des marchés des capitaux rendra notre système financier plus résilient. Elle donnera aux entreprises un accès plus facile à des sources de financement plus variées. Imaginez une start-up finlandaise qui ne peut obtenir de prêt bancaire. Aujourd'hui, les options sont très limitées. L'Union des marchés des capitaux offrira des sources de financement alternatives et d'importance vitale pour aider les start-up à démarrer – «business angels», capital-risque, financement par le marché.

Pour ne citer qu'un seul exemple – il y a presque un an, nous avons mis sur la table une proposition pour faciliter l'octroi de prêts bancaires. Cette proposition est susceptible de libérer jusqu'à 100 milliards d'euros de financements supplémentaires pour les entreprises de l'UE. Alors, s'il vous plaît, accélérons son adoption.

Notre plan d'investissement pour l'Europe a fonctionné mieux que quiconque ne l'avait prévu en Europe, et nous allons maintenant l'ouvrir au reste du monde. Comme beaucoup d'entre vous, et d'États membres, l'ont demandé.

Aujourd'hui, nous lançons un **plan d'investissement ambitieux pour l'Afrique et les pays du voisinage**, susceptible de mobiliser 44 milliards d'euros d'investissements. C'est un montant qui peut aller jusqu'à 88 milliards d'euros si les États membres y contribuent.

La logique est celle qui a fait ses preuves pour le plan d'investissement intérieur: nous utiliserons des fonds publics comme garantie pour attirer l'investissement public et privé et créer des emplois.

Ainsi, nous compléterons notre aide au développement et nous nous attaquerons à l'une des causes profondes de la migration. Avec une croissance économique au plus bas depuis 2003 dans les pays en développement, c'est absolument nécessaire. Le nouveau plan apportera une aide vitale à ceux qui, autrement, seraient contraints d'entreprendre un voyage périlleux dans l'espoir d'une vie meilleure.

Nous investissons pour améliorer les conditions à l'étranger, certes, mais nous devons aussi investir pour répondre aux crises humanitaires chez nous. Et plus que tout, nous devons **investir dans notre jeunesse**.

Je ne peux pas accepter, et je n'accepterai jamais, que l'Europe soit et reste le continent du chômage des jeunes.

Je ne peux pas accepter, et je n'accepterai jamais, que la génération du millénaire – la génération Y – devienne, pour la première fois en 70 ans, plus pauvre que celle de ses parents.

Bien sûr, cette responsabilité incombe essentiellement aux gouvernements nationaux. Mais l'Union européenne peut soutenir leurs efforts. C'est ce que nous faisons avec la **garantie pour la jeunesse de l'UE**, lancée il y a trois ans. Ma Commission a renforcé l'efficacité de la garantie pour la jeunesse et en a accéléré la mise en œuvre. Plus de **9 millions de jeunes** ont déjà bénéficié de ce programme. Ce sont 9 millions de jeunes qui ont trouvé **un emploi, un stage ou un apprentissage grâce à l'Union européenne**. Et nous continuerons à déployer la garantie pour la jeunesse dans toute l'Europe; ainsi, nous améliorerons la palette de compétences des Européens et nous tendrons la main aux régions et aux jeunes qui en ont le plus besoin.

Nous faisons ceci aussi avec les programmes Erasmus dont 5 millions d'étudiants ont déjà bénéficié. Les jeunes se déplacent, voyagent, travaillent, étudient et se forment dans les pays de toute l'Union grâce à Erasmus. Et 1 étudiant Erasmus+ sur 3 s'est vu offrir un emploi dans l'entreprise dans laquelle il a effectué sa formation.

Mais nous pouvons faire plus. Il y a de nombreux jeunes qui souhaitent s'engager en Europe; ils sont prêts à apporter une contribution significative à la société et à faire preuve de solidarité. Nous pouvons leur en donner les moyens.

L'Union européenne peut aussi aider à créer plus d'opportunités pour les jeunes.

L'Europe compte de nombreux jeunes qui souhaitent s'engager, contribuer utilement à la société et montrer leur solidarité.

La solidarité est le ciment de notre Union.

Le mot «solidarité» apparaît 16 fois dans les traités que tous nos États membres ont approuvés et ratifiés.

Notre budget européen est une preuve concrète de solidarité financière.

Il existe une solidarité impressionnante quand il s'agit par exemple d'appliquer conjointement des sanctions européennes lorsque la Russie viole le droit international.

L'euro est l'expression de la solidarité.

Notre politique de développement est un signe fort de solidarité envers le reste du monde.

Et, dans la gestion de la crise des réfugiés, nous commençons à percevoir une certaine solidarité. J'ai la conviction qu'une solidarité beaucoup plus grande est nécessaire. Mais je sais aussi que la solidarité est un acte volontaire. Elle doit venir du cœur. Elle ne peut pas être imposée.

Souvent, nous nous montrons plus volontiers solidaires dans les situations d'urgence.

Quand des collines brûlaient au Portugal, ce sont des avions italiens qui ont éteint les flammes.

Quand des inondations ont privé d'électricité une partie de la Roumanie, la lumière a été rétablie à l'aide de générateurs suédois.

Quand des milliers de réfugiés ont débarqué sur les plages grecques, ce sont des tentes slovaques qui leur ont servi d'abri.

C'est dans ce même esprit que la Commission propose aujourd'hui de créer un **corps européen de solidarité**. Les jeunes de toute l'Union pourront proposer leur aide là où elle sera le plus utile, pour répondre aux situations de crise, comme la crise des réfugiés ou les récents tremblements de terre en Italie.

Je veux que ce corps européen de solidarité soit opérationnel avant la fin de l'année. Et je veux voir les 100 000 premiers jeunes volontaires à l'œuvre d'ici 2020.

En rejoignant volontairement le corps européen de solidarité, ces jeunes pourront développer leurs compétences, avoir un travail et aussi vivre une expérience humaine de grande valeur.

UNE EUROPE QUI DÉFEND

Une Europe qui protège est une Europe qui défend, tant sur son territoire qu'à l'extérieur de celui-ci.

Nous devons **nous défendre contre le terrorisme**.

Depuis l'attentat de Madrid en 2004, l'Europe a connu plus de 30 attaques terroristes, dont 14 au cours de l'année écoulée. Plus de 600 innocents ont perdu la vie dans des villes comme Paris, Bruxelles, Nice ou Ansbach.

Tout comme nous sommes restés solidaires dans le deuil, nous devons rester unis dans notre réponse.

Ces actes barbares nous ont à nouveau montré ce pour quoi nous nous battons: pour notre mode de vie européen. Face à ce que l'Homme peut faire de pire, nous devons rester fidèles à nos valeurs, à nous-mêmes. Et ce que nous sommes, ce sont des sociétés démocratiques, plurielles, ouvertes et tolérantes.

Mais cette **tolérance ne peut se faire au détriment de notre sécurité**.

C'est pourquoi ma Commission a donné la priorité à la sécurité dès le premier jour: nous avons érigé en infraction pénale le terrorisme et le retour de combattants étrangers dans toute l'UE, nous avons pris des mesures rigoureuses contre l'utilisation des armes à feu et le financement du terrorisme, nous avons travaillé avec les entreprises de l'internet pour retirer du web les contenus de propagande terroriste et nous avons lutté contre la radicalisation dans les écoles et les prisons en Europe.

Mais il y a encore du travail.

Nous devons savoir franchir nos frontières.

C'est pourquoi nous défendrons nos frontières avec l'aide de la nouvelle **agence européenne de gardes-frontières et de gardes-côtes**, qui est en voie d'être formalisée par le Parlement et le Conseil, tout juste neuf mois après que la Commission ait proposé sa création. Frontex dispose déjà de plus de 600 agents postés en Grèce aux frontières avec la Turquie et de plus de 100 agents en Bulgarie. À présent, les institutions de l'UE et les États membres devraient collaborer très étroitement pour contribuer rapidement à la mise en place de la nouvelle agence. **Je veux voir le déploiement, dès le mois d'octobre, d'au moins 200 gardes-frontières et 50 véhicules supplémentaires aux frontières extérieures de la Bulgarie.**

Nous défendrons aussi nos frontières par un contrôle strict de tous ceux qui les franchiront, selon des modalités qui seront adoptées d'ici à la fin de l'année. Chaque fois qu'une personne **entrera dans l'UE ou quittera son territoire**, il y aura un enregistrement de la date, du lieu et du motif.

D'ici au mois de novembre, nous proposerons un **système européen d'informations de voyage**, à savoir un système automatisé visant à déterminer qui sera autorisé à voyager à destination de l'Europe. De cette manière, nous saurons qui voyage vers l'Europe avant même que cette personne n'arrive.

Et nous avons tous besoin de ces informations. Combien de fois ces derniers mois n'avons-nous pas entendu que les informations existaient dans une base de données dans un pays, mais qu'elles n'étaient jamais parvenues aux autorités d'un autre pays alors qu'elles auraient pu modifier le cours des choses?

La sécurité des frontières implique également de donner la priorité à l'échange d'informations et de renseignements. À cette fin, **nous renforcerons Europol**, notre agence européenne d'appui aux services répressifs nationaux, en lui donnant un meilleur accès aux bases de données et en lui octroyant des ressources supplémentaires. Une unité de lutte contre le

terrorisme qui dispose actuellement d'un effectif de 60 personnes ne peut pas fournir l'appui nécessaire 24 heures sur 24, 7 jours sur 7.

Une Europe qui protège doit aussi défendre nos intérêts au-delà de nos frontières.

Les faits sont très clairs: le monde devient plus grand. Et nous devenons plus petits.

Aujourd'hui, nous, Européens, nous représentons 8% de la population mondiale — en 2050, nous n'en représenterons plus que 5%. D'ici là, vous ne verrez plus un seul pays membre de l'UE parmi les premières économies mondiales. Mais qu'en sera-t-il de l'UE dans son ensemble? Nous figurerons encore en haut du palmarès.

Nos ennemis voudraient que nous nous séparions.

Nos adversaires tireraient profit de notre division.

Ce n'est qu'ensemble que nous sommes, et que nous resterons, une force incontournable.

Pourtant, même si l'Europe est fière d'être une puissance douce qui revêt une importance mondiale, nous ne devons pas être naïfs. **La puissance douce ne suffit pas dans un voisinage de plus en plus dangereux.**

Prenez l'exemple du conflit impitoyable qui sévit en Syrie. Ses conséquences pour l'Europe sont immédiates. Ce sont des attaques perpétrées dans nos villes par des terroristes formés dans les camps de Daech. Mais où est l'Union, où sont ses États membres, dans les négociations en vue d'un règlement du conflit?

Federica Mogherini, notre haute représentante et ma vice-présidente, fait un travail fantastique. Mais elle doit devenir notre ministre européenne des affaires étrangères, celle qui rassemblera tous les corps diplomatiques, tant des petits que des grands pays, pour pouvoir peser dans les négociations internationales. C'est pourquoi j'appelle aujourd'hui à développer une **stratégie européenne pour la Syrie**. Federica devrait disposer d'un siège à la table des discussions sur l'avenir de la Syrie. Pour que l'Europe puisse contribuer à la reconstruction d'une nation syrienne pacifique et d'une société civile pluraliste et tolérante en Syrie.

L'Europe doit s'affirmer davantage. Cela est particulièrement vrai pour notre **politique de défense**.

L'Europe ne peut plus se permettre de dépendre de la puissance militaire d'autres pays ou de laisser la France défendre seule son honneur au Mali.

Nous devons prendre en charge la protection de nos intérêts et de notre mode de vie européen.

Au cours des dix dernières années, nous avons participé à plus de 30 missions civiles et militaires de l'UE au départ de l'Afrique vers l'Afghanistan. Mais sans structure permanente, nous ne pouvons pas agir de manière efficace. Les opérations urgentes sont retardées. Nous avons des sièges distincts pour des missions parallèles, même lorsqu'elles se déroulent dans le même pays ou dans la même ville. Il est temps que nous ayons un **siège unique** pour ces opérations.

Nous devrions également nous orienter vers des ressources militaires communes qui, dans certains cas, appartiendraient à l'Union. Et, bien entendu, en pleine complémentarité avec l'OTAN.

Sur le plan économique, cela se justifie clairement. Le manque de coopération en matière de défense coûte à l'Europe entre 25 et 100 milliards d'euros par an, en fonction des domaines concernés. Nous pourrions utiliser cet argent pour accomplir tellement plus de choses chaque année.

Nous pouvons y parvenir. Nous sommes en train de constituer une flotte multinationale d'avions citernes. Reproduisons cet exemple.

Pour garantir la solidité de la défense européenne, l'industrie européenne de la défense doit faire preuve d'innovation. C'est pourquoi nous proposerons, avant la fin de l'année, la création d'un **Fonds européen de la défense**, pour stimuler activement la recherche et l'innovation.

Le traité de Lisbonne permet aux États membres qui le souhaitent de mettre en commun leurs capacités de défense sous la forme d'une **coopération structurée permanente**. Je pense que l'heure est venue de faire usage de cette possibilité. Et j'espère que notre réunion à 27 à Bratislava dans quelques jours, constituera le premier pas politique dans cette direction.

Car c'est seulement si nous travaillons tous ensemble que l'Europe pourra se défendre sur son territoire comme à l'extérieur.

UNE EUROPE QUI PREND SES RESPONSABILITÉS

Le dernier point que je veux aborder avec vous concerne la responsabilité. Il nous faut prendre la responsabilité de construire cette Europe qui protège.

J'appelle toutes les institutions de l'UE et chacun de nos États membres à assumer cette responsabilité.

Nous devons en finir avec cette vieille rengaine selon laquelle le succès est national, et l'échec européen. Sans quoi notre projet commun ne survivra pas.

Nous devons nous rappeler ce à quoi aspire notre Union. J'appelle donc chacun des 27 dirigeants en route vers Bratislava à réfléchir à **trois raisons pour lesquelles nous avons besoin de l'Union européenne**. Trois choses à défendre pour lesquelles ils sont prêts à prendre leurs responsabilités. Et qu'ils sont prêts à réaliser rapidement.

Tarder à tenir les promesses faites est un phénomène qui risque de plus en plus de saper la crédibilité de l'Union. Prenez l'accord de Paris. Nous, Européens, nous sommes les leaders mondiaux de l'action en faveur du climat. C'est l'Europe qui a conduit les négociations pour le premier accord climatique juridiquement contraignant jamais conclu au niveau mondial. C'est l'Europe qui a formé la coalition de l'ambition rendant possible l'accord de Paris. Pourtant l'Europe peine aujourd'hui à montrer la voie et à faire partie des premiers à ratifier notre accord. Seules la France, l'Autriche et la Hongrie l'ont ratifié à

ce stade.

J'appelle donc tous les États membres, ainsi que ce Parlement, à jouer leur rôle dans les prochaines semaines, pas dans les prochains mois. Nous devrions être plus rapides. Ratifions maintenant l'accord de Paris. C'est possible. C'est une question de volonté politique. Et d'influence de l'Europe dans le monde.

Les institutions européennes doivent, elles aussi, prendre leurs responsabilités.

J'ai demandé à chacun de mes commissaires d'être prêt à débattre, dans les quinze jours qui viennent, de l'état de notre Union au sein des Parlements nationaux des pays que chacun d'entre eux connaît le mieux. Depuis le début de mon mandat, mes commissaires se sont rendus plus de 350 fois dans les Parlements nationaux. Et je veux qu'ils le fassent encore davantage maintenant. Car l'Europe ne peut se construire qu'avec les États membres, jamais contre eux.

Nous devons aussi prendre nos responsabilités en reconnaissant qu'il ne nous appartient pas de prendre certaines décisions. Ce n'est pas juste, lorsque les pays de l'UE ne peuvent se mettre d'accord sur l'interdiction ou non d'utiliser du **glyphosate dans les herbicides**, que le Parlement ou le Conseil force la Commission à prendre une décision.

Nous allons donc changer ces règles – car ce n'est pas cela la démocratie.

La Commission doit prendre la responsabilité d'être politique, et pas technocrate.

Une Commission politique, c'est une Commission à l'écoute du Parlement européen, à l'écoute de tous les États membres, et à l'écoute des citoyens.

Et c'est notre écoute qui a motivé ma Commission à retirer 100 propositions au cours des deux premières années de notre mandat, à diminuer de 80 % le nombre d'initiatives présentées par rapport aux 5 années précédentes, et à lancer un réexamen en profondeur de l'ensemble de la législation en vigueur. Parce que ce n'est qu'en ciblant les domaines dans lesquels l'Europe peut apporter une véritable valeur ajoutée, et obtenir des résultats, que nous serons capables de faire de l'Europe un endroit meilleur et plus digne de confiance.

Être politique signifie aussi corriger les erreurs technocratiques dès qu'elles se produisent. La Commission, le Parlement et le Conseil ont décidé conjointement de supprimer les **frais d'itinérance pour les téléphones mobiles**. C'est une promesse que nous tiendrons. Pas seulement pour les personnes qui partent en voyage d'affaires de deux jours. Pas seulement pour les vacanciers qui vont passer deux semaines au soleil. Mais aussi pour nos travailleurs transfrontaliers. Et pour les millions d'étudiants Erasmus qui séjournent un ou deux semestres à l'étranger pour leurs études. C'est ainsi que j'ai retiré un projet rédigé cet été. Ce projet partait d'une bonne intention. Il était correct sur le plan technique. Mais il ne correspondait pas aux promesses qui avaient été faites. Et dès la semaine prochaine vous verrez un nouveau projet, bien meilleur. Lorsque vous voyagez dans l'Union européenne avec votre téléphone mobile, cela devrait être comme si vous restiez chez vous.

Être politique, c'est également ce qui nous permet de mettre le pacte de stabilité et de croissance en œuvre avec bon sens. Le pacte a été créé sur la base de la théorie. Beaucoup ont commencé à l'appliquer comme une doctrine. Et aujourd'hui certains en ont fait un dogme. En théorie, la dette d'un pays est punissable si elle dépasse les 60 pour cent d'une seule décimale. Mais dans la réalité, il faut examiner les raisons de cette dette. Nous devrions essayer de soutenir les efforts de réforme en cours, au lieu de les punir. Pour cela nous avons besoin de politiciens responsables. Et nous continuerons à appliquer le pacte non pas de manière dogmatique, mais avec bon sens et avec la flexibilité que nous avons eu la sagesse d'intégrer dans les règles.

Enfin, prendre nos responsabilités signifie aussi répondre de nos actes devant les électeurs. C'est pourquoi nous allons proposer de changer la règle absurde obligeant les commissaires à renoncer à leurs fonctions s'ils veulent se présenter aux élections européennes. La Chancelière allemande, le premier ministre tchèque, danois ou estonien ne quittent pas leur poste lorsqu'ils se représentent aux élections suivantes. Les commissaires ne devraient pas le faire non plus. Si nous voulons une Commission qui réponde aux attentes du monde réel, nous devrions encourager les commissaires à prendre *rendez-vous* comme il se doit avec la démocratie. Et non pas l'empêcher.

CONCLUSION

Mesdames et Messieurs les membres du Parlement européen,

Je suis aussi jeune que le projet européen qui fêtera ses 60 ans l'an prochain, en mars 2017.

Je l'ai vécu, je m'y suis consacré, toute ma vie.

Mon père croyait en l'Europe car il croyait dans la stabilité, dans les droits des travailleurs et le progrès social.

Parce qu'il avait compris à quel point la paix en Europe était précieuse – et fragile.

Je crois en l'Europe parce que mon père m'a inculqué ces mêmes valeurs.

Mais que transmettons-nous à nos enfants en ce moment? Qu'allons-nous leur laisser en héritage? Une Union qui s'effiloche dans la désunion? Une Union qui a oublié son passé et n'a aucune vision pour l'avenir?

Nos enfants méritent mieux.

Ils méritent une Europe qui préserve leur mode de vie.

Ils méritent une Europe qui leur donne les moyens d'agir et qui les défend.

Ils méritent une Europe qui protège.

Il est temps que nous – les institutions, les gouvernements, les citoyens – prenions tous la responsabilité de construire cette Europe. Ensemble.

LA PRESIDENCE SLOVAQUE DE L'UNION EUROPEENNE



Date d'entrée dans l'Union européenne : 1^{er} mai 2004

Présidence du Conseil de l'Union européenne : 2^{ème} semestre 2016

Nombre de députés au Parlement européen : 13 / 751.

Nombre de voix au Conseil de l'UE : 7/345 soit 1,99%

Commissaire européen : M. Maroš ŠEFČOVIC, vice-président de la Commission chargé de l'Union de l'énergie.

Part des échanges commerciaux de la Slovaquie avec :

- l'Union européenne : 79,9% (75,2% des importations et 84,6% des exportations)
- Les pays membres de la zone euro : 45,2% (44,1% des importations et 46,2% des exportations)

Entrée dans l'Union européenne en 2004, dans l'espace Schengen en décembre 2007 et dans la zone euro en janvier 2009, la Slovaquie préside actuellement, pour la première fois, le Conseil de l'Union européenne.

Centrée autour de la question du Brexit et les réflexions sur l'avenir de l'UE avec, en point d'orgue, le sommet de Bratislava, la Présidence Slovaque souhaite pousser, parallèlement, un grand nombre de dossiers européens, autour des quatre priorités suivantes : la croissance économique, la modernisation du marché intérieur, une politique soutenable en matière de migrations et d'asile et le renforcement de l'action extérieure de l'UE.

Les priorités du programme de la présidence slovaque sont :

- Une Europe économiquement forte (approfondissement de l'union économique et monétaire, investissement, questions budgétaires) ;
- Un marché intérieur modernisé (dans le domaine du numérique notamment) ;
- Une politique soutenable en matière de migrations et d'asile ;
- Une Europe pleinement engagée sur le plan mondial (Partenariat oriental, Balkans occidentaux, accords commerciaux)

SLOVAQUIE : DONNEES GENERALES



Nom officiel : République slovaque

Nature du régime : République parlementaire (1^{er} janvier 1993)

Président de la République : M. Andrej KISKA (15 juin 2014)

Premier ministre : M. Robert FICO (23 mars 2016)

1. Données géographiques

Superficie : 49 035 km²

Capitale : Bratislava (420 000 hab., anciennement Presbourg ou Pozsony)

Villes principales : Košice, Prešov, Žilina, Banská Bystrica, Trnava, Nitra

Langue officielle : slovaque

Monnaie : euro (depuis le 1er janvier 2009)

2. Données démographiques

Population (janvier 2015) : 5 421 349 habitants

Densité (2015) : 110,6 hab./km²

Croissance démographique (2014) : + 0,1%

Taux d'alphabétisation : 99,6 %.

Indice de développement humain (2014) : 0,844 (35^{ème} rang).

3. Données économiques

PIB (2015) : 77,9 milliards d'euros

PIB par habitant (2014) : 20 797 € (19^{ème} sur 28, moyenne UE : 27 340 €)

Taux de croissance (2015) : 3,5%

Taux de chômage (2015) : 11,5 %

Principaux clients (2014) : Allemagne (22%), République tchèque (12,8%), Pologne (8,3%), Hongrie (6,3%), Autriche (6,1%), France (5,1%)

Principaux fournisseurs (2014) : Allemagne (18,7%), République tchèque (16,6%), Autriche (9,2%), Russie (7,7%), Hongrie (6,1%), Pologne (6,1%)

Part des principaux secteurs d'activités dans le PIB (2014) :

- agriculture : 4,4 %

- industrie : 33,6 %

- services : 62 %

4. La France et la Slovaquie

Exportations de la France vers la Slovaquie (2015) : 2,470 milliards d'euros

Importations françaises de la Slovaquie (2015) : 3,500 milliards d'euros

Communauté française en Slovaquie (2015) : 939 Français enregistrés (2 000 estimés) Communauté slovaque en France : 3 000 immatriculés (20 000 estimés)

BIOGRAPHIE DE ROBERT FICO PREMIER MINISTRE DE LA REPUBLIQUE SLOVAQUE



Robert FICO est né le 15 septembre 1964 à Topoľčany dans le centre-ouest de la Slovaquie.

A la fin des années 1980, Robert FICO adhère au parti communiste slovaque, qu'il quitte en 1989. Après des études de droit, il est élu en 1992 député du parti de la gauche démocratique (SDL), parti qu'il quitte en 1999, pour fonder le Smer-SD.

Il devient Premier ministre une première fois en 2006, à la tête jusqu'en 2010 d'une coalition comprenant le Smer-SD, un parti nationaliste (SNS) et le parti de l'ancien Premier ministre MECIAR. Durant son premier mandat, Robert FICO a notamment conduit l'entrée du pays dans l'espace Schengen (2007) et le passage à l'euro (1^{er} janvier 2009).

Il est nommé à nouveau Premier ministre à la suite de la victoire de son parti social-démocrate pro-européen (membre du PSE) aux élections législatives anticipées de mars 2012, qui lui ont donné la majorité absolue au Conseil national. C'est la première fois depuis l'indépendance de la Slovaquie en 1993 qu'un parti dispose d'un nombre suffisant de sièges pour gouverner seul.

En 2014, il s'incline face à Andrej KISKA à l'élection présidentielle mais est nommé Premier ministre de la République slovaque pour une troisième fois le 23 mars 2016 à l'issue des élections législatives, remportées par le Smer-SD, dans un gouvernement de coalition composé de trois autres formations : SNS (parti nationaliste), Siet (centre-droit) et Most-Hid (centre-droit, pro-hongrois).

BIOGRAPHIE D'ANDREJ KISKA PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE SLOVAQUE



Né en 1963 à Poprad dans l'Est de la Slovaquie, Andrej KISKA s'est fait connaître du grand public grâce à son activité caritative (collecte de fonds en faveur des familles en difficulté du fait d'une grave maladie). Il avait, auparavant, fait fortune dans le secteur du crédit à la consommation.

Andrej KISKA a été élu Président de la République slovaque le 29 mars 2014, avec 59,4 % des suffrages. Il s'est présenté aux élections en tant que candidat indépendant, non-partisan.

Service de presse
secretariat.presse@elysee.fr
01 42 92 84 12
elysee.fr